



Conseil économique et social

Distr. générale
6 novembre 2013
Français
Original : anglais/français

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Session ordinaire de 2014
21-30 janvier et 7 février 2014

**Rapports quadriennaux pour la période 2009-2012
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire
général, en application de la résolution 1996/31,
par les organisations non gouvernementales dotées
du statut consultatif auprès du Conseil économique
et social**

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Abdul Momen Khan Memorial Foundation	3
2. Academy for Mobilizing Rural-Urban Action through Education.	5
3. Adalah – Centre juridique pour la minorité arabe en Israël.	6
4. Projet Information-santé pour les adolescents	8
5. Agence adventiste d'aide et de développement	10
6. Advocates for Youth	12
7. African Business Roundtable	15
8. African Citizens Development Foundation	16
9. African Wildlife Foundation.	18
10. African Women Empowerment Guild	20
11. African Women's Association	22
12. Fondation Agrenska.	23



13.	Albert Schweitzer Institute	24
14.	All India Movement for Seva	26
15.	All-China Environment Federation	27

1. Abdul Momen Khan Memorial Foundation

Statut consultatif spécial : 2001

Introduction

Abdul Momen Khan Memorial Foundation est une organisation privée à but non lucratif ayant pour vocation de promouvoir la démocratie en la mettant au service du développement et inversement.

Objectifs et mission

L'objectif de l'organisation est de faire du Bangladesh un pays où fleurit une démocratie libérale soutenue par la croissance économique et le développement, où les droits fondamentaux et la dignité sont honorés et où les millions de Bangladais opprimés sont libérés du joug de la pauvreté. L'organisation a pour mission de renforcer et de maintenir une vraie démocratie représentative, du niveau local au niveau central du gouvernement, tout en promouvant une culture démocratique dans le pays; d'améliorer les conditions de vie des groupes désavantagés, des femmes, des enfants et des pauvres en particulier, en lançant des programmes de développement social et économique efficaces; et de servir la cause des Nations Unies dans le monde et d'agir en faveur de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement au Bangladesh dans l'année cible.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation contribue à la réalisation de l'objectif des Nations Unies consistant à promouvoir le progrès social, l'amélioration des niveaux de vie et les droits de l'homme. Dans le cadre de son programme d'institutionnalisation de la démocratie, elle a lancé « APARAJITA: political empowerment of women », un projet financé par la Direction du développement et de la coopération du Ministère suisse des affaires étrangères pour renforcer le gouvernement local et améliorer les compétences des représentantes élues, tout en favorisant la prise de conscience de la problématique hommes-femmes et de l'égalité. L'organisation a poursuivi PROGATI (promouvoir la bonne gouvernance, le sens de la responsabilité et la transparence), projet de la United States Agency for International Development (USAID) de 2008 à 2012 afin de réduire la corruption et d'assurer ainsi une bonne gouvernance dans 20 districts du Bangladesh. Elle a poursuivi également son programme d'atténuation de la pauvreté, notamment en accordant un crédit aux femmes dans les zones rurales pour contribuer à leur développement social et économique. Dans le cadre de son programme sur les droits humains et juridiques et les droits de l'enfant, elle a entamé la lutte contre la traite et la violence à l'égard des femmes en 2009 en se servant d'un projet de ligne d'urgence permanente par téléphonie mobile financé par Danida dans 36 districts du Bangladesh afin de promouvoir et de protéger les droits de l'homme, en particulier les droits des femmes. En 2012, elle a réalisé le projet visant à assurer des services d'aide juridique efficaces dans trois districts afin d'améliorer l'accès à la justice des groupes marginalisés.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune activité signalée.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Dans le cadre du projet PROGATI, l'organisation a collaboré avec le bureau du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Bangladesh et organisé un stage de formation des formateurs sur la formulation de chartes de citoyens d'intérêt local. Deux fonctionnaires du PNUD travaillant sur le programme de gestion du changement dans le service public ont dispensé cette formation. Comme le PNUD s'était associé avec le Ministère de l'administration publique pour élaborer la charte des citoyens de la seconde génération au niveau des districts et que PROGATI avait tenté de faire de même au niveau des *upazila parishad et des union parishad*, l'organisation a fait participer l'équipe du PNUD en tant que conseillère technique. À la fin du projet, l'organisation a produit trois modules sur le suivi par les citoyens des services publics, la formulation de chartes d'intérêt local et la participation des citoyens aux comités des districts. L'organisation est membre fondateur du groupe de travail sur les élections, coalition neutre d'organisations de la société civile constituée de 31 membres dont le travail consiste à assurer des élections libres et équitables et à promouvoir une bonne gouvernance politique et financée par la communauté internationale, y compris le PNUD. Pendant la période considérée, l'organisation a participé à l'observation d'élections municipales et d'élections partielles, dispensé des cours d'initiation des électeurs et d'éducation civique et fait des sondages d'opinion et organisé des dialogues portant sur la réforme électorale.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Conformément aux objectifs 1, 2 et 3 du Millénaire pour le développement, l'organisation a lancé le projet APARAJITA qui vise à assurer des services locaux plus nombreux, plus adaptés et plus rapides aux pauvres des zones rurales et urbaines en mettant l'accent sur l'autonomisation politique des femmes. En concordance avec les objectifs 1 et 2, elle a mené le projet PROGATI afin d'améliorer le système de prestation des services publics et l'accès aux besoins essentiels tels que l'éducation, la santé, l'alimentation et la nutrition et la protection sociale. En harmonie avec l'objectif 3, elle a créé un réseau de femmes avocates en 1997 pour accroître la participation et améliorer le statut des avocates dans tous les aspects de la profession et dans l'ensemble de la société et, de manière plus générale, pour assurer la justice aux groupes désavantagés. Pendant cette période quadriennale, l'organisation a communiqué régulièrement avec les membres du réseau et organisé à leur intention des réunions, des séminaires, des séances de formation et des ateliers, en les faisant participer aux activités menées sur le plan local.

2. Academy for Mobilizing Rural-Urban Action through Education

Statut consultatif spécial : 2005

Introduction

L'Academy for Mobilizing Rural-Urban Action through Education a reçu le Dr. Babasaheb Ambedkar Dalit Mitra Award pour ses efforts visant à protéger les droits des groupes vulnérables, en particulier des femmes et des enfants, dans l'État du Maharashtra (Inde). Depuis 1994, elle s'emploie énergiquement à garantir aux enfants le droit à la survie, au développement, à la protection et à la participation depuis 1994. L'Academy for Mobilizing Rural-Urban Action through Education est une organisation d'intérêt public, apolitique et à but non lucratif, qui travaille dans 18 districts du Maharashtra et dont le bureau principal est à Mumbai.

Objectifs et mission

L'organisation a pour objectif d'autonomiser les plus pauvres parmi les pauvres, de protéger les droits des femmes et des enfants et d'œuvrer pour la réalisation du développement global des pauvres grâce à l'action collective, à l'amélioration des capacités des organisations locales, à la sensibilisation politique, au renforcement des institutions, à la création de réseaux et à la recherche.

Changements à signaler

L'organisation collabore à présent avec l'Université de Mumbai à la réadaptation de la population tribale dans le parc national de la cité de Mumbai.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation collabore étroitement avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) afin de garantir la réalisation des droits de tous les enfants et de toutes les femmes. En outre, elle s'emploie à créer le climat qui lui permette d'assurer l'équité et d'accroître la responsabilité l'exécution de ses programmes qui visent les objectifs suivants : réduire les taux de mortalité maternelle et infantile grâce à des interventions appropriées en matière de santé, de nutrition, de salubrité de l'eau, d'assainissement et d'hygiène, une attention spéciale étant accordée aux filles et aux femmes; réduire la malnutrition chez les enfants et l'incidence de l'insuffisance pondérale à la naissance, en tenant compte du bon développement de la petite enfance et de l'amélioration des pratiques de prise en charge; à assurer une éducation primaire de qualité pour tous les enfants; et à renforcer la protection de l'enfance, notamment grâce à l'élimination progressive du travail des enfants, à la prévention de la violence sexuelle à l'encontre des enfants et de la traite des enfants et à la protection des enfants et des adolescents contre le VIH/sida.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a assisté aux réunions suivantes : Commission de la condition de la femme, 2 au 13 mars 2009; Commission du développement social, 3 au 12 février 2010; Commission de la condition de la femme, 1^{er} au 12 mars 2010; auditions informelles interactives de l'Assemblée générale avec les organisations non gouvernementales, les organisations de la société civile et le secteur privé, 14 et

15 juin 2010; Commission du développement social, 9 au 18 février 2011; Commission de la condition de la femme, 27 février au 9 mars 2012; Commission de la population et du développement, 23 au 27 avril 2012; Instance permanente sur les questions autochtones, 7 au 18 mai 2012; Groupe de travail à composition non limitée sur le vieillissement, 21 au 24 août 2012; Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, 12 au 14 septembre 2012; Commission de la condition de la femme, 4 au 15 mars 2013.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En novembre 2008, l'organisation s'est associée avec l'UNICEF, le gouvernement du Maharashtra et d'autres organisations non gouvernementales (ONG) pour mettre en œuvre le projet Deepshikha, initiative visant à autonomiser les adolescentes. Le projet a pour objectif de créer dans chaque communauté un groupe d'adolescentes ayant le pouvoir et l'enthousiasme nécessaires pour mener des campagnes de sensibilisation à la problématique hommes-femmes et appuyer des activités de développement au sein de leur communauté, et de doter chaque groupe des connaissances, des compétences et surtout de l'assurance qui leur permettent de mener une vie qui soit à la hauteur de leurs aspirations. En mai 2009, la collaboration de longue date avec l'UNICEF a été à nouveau concrétisée par un projet de prévention du VIH/sida réalisé dans les divisions administratives K/Est et L de la ville de Mumbai. Il s'agit d'une entreprise commune (projet DISHA) associant l'organisation, l'UNICEF et le département de médecine préventive et sociale du Nair Hospital, établissement géré par l'État pour les populations défavorisées à Mumbai. Le projet porte sur la formation de jeunes facilitateurs âgés de 15 à 25 ans à la prévention du VIH, ainsi qu'aux soins et au soutien dans ce domaine. De retour dans leur communauté, les facilitateurs créent des clubs ruban rouge dans lesquels ils font prendre conscience du VIH et encouragent les membres de la communauté à adopter des comportements plus sûrs et plus favorables à la santé.

3. Adalah – Centre juridique pour les droits de la minorité arabe en Israël

Statut consultatif spécial : 2005

Introduction

Adalah – Centre juridique pour la minorité arabe en Israël a été créé en 1996 pour promouvoir les droits des citoyens palestiniens arabes de l'État d'Israël et défendre les droits des Palestiniens vivant dans les territoires occupés.

Objectifs et mission

Afin d'atteindre ses objectifs, le Centre est en quête de justice en ce qui concerne le droit à la terre, à la planification et au logement et les droits civils, politiques, culturels et religieux, ainsi que les droits des femmes et ceux des prisonniers. Elle fait appel à la justice pour défendre les droits des Palestiniens vivant sous l'occupation depuis 1967 en plaidant dans les tribunaux israéliens et les forums internationaux sur la question essentielle des droits de l'homme, conformément au droit humanitaire international.

Changements à signaler

Le champ d'activité de l'organisation s'est élargi. Selon les nouveaux statuts adoptés en 2012, les objectifs d'Adalah consistent à promouvoir les droits de l'homme dans l'État d'Israël en général et les droits de la minorité arabe en particulier et, notamment, à défendre les droits humains de toutes les personnes soumises à la compétence de l'État d'Israël. La deuxième clause est nouvelle. Elle étend officiellement notre activité au territoire palestinien occupé et aux hauteurs du Golan occupées.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a présenté de nombreux rapports aux organes conventionnels des droits de l'homme et aux organes de la Charte des Nations Unies et travaillé avec le Rapporteur spécial et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Elle a notamment participé aux sessions d'examen des organes conventionnels, organisé des réunions d'information à l'intention du Rapporteur spécial et du Haut-Commissariat, organisé des manifestations en marge des sessions d'examen, soumis des rapports à des organismes des Nations Unies et s'est présentée auprès des membres de missions d'établissement des faits organisées en Israël et dans le territoire palestinien occupé.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé comme suit : elle a organisé une manifestation parallèle au Conseil des droits de l'homme pour demander aux États d'approuver le rapport de la mission d'établissement des faits au sujet du conflit de Gaza, 29 septembre 2009; elle a contribué à l'élaboration d'un rapport commun sur la situation des citoyennes palestiniennes d'Israël, présenté au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes en prévision de sa quarante-huitième session, décembre 2010; elle a soumis un rapport portant sur les citoyens palestiniens d'Israël au Comité des droits économiques, sociaux et culturels, en prévision de la quarante-septième session du Comité, 28 octobre 2010; elle a soumis un rapport au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, proposant des thèmes pour l'examen d'Israël au cours de la quatre-vingtième session, 8 décembre 2011; elle a renseigné le Rapporteur spécial sur le droit à la liberté d'opinion et d'expression à Jérusalem et dans le Néguev (Israël) sur la législation discriminatoire, sur les attaques contre des dirigeants politiques arabes et les tactiques brutales utilisées à l'encontre de manifestants pacifiques, 12 décembre 2011; elle a informé la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à Jérusalem, pendant sa première visite officielle en Israël et dans le territoire palestinien occupé, au sujet des destructions d'habitations touchant des bédouins arabes dans le Néguev, de la nécessité de mener une enquête indépendante sur les massacres d'octobre 2000 en Israël et du fait que les plaintes déposées par les victimes en ce qui concerne l'Opération « Plomb durci » n'ont fait l'objet d'aucune enquête indépendante, 6 au 11 février 2011; elle a soumis un rapport sur les droits des citoyens palestiniens arabes d'Israël au Comité des droits de l'homme en préparation de la cent-cinquième session du Comité, 11 juin 2012; elle a soumis un rapport au Comité des droits de l'enfant en prévision de l'examen d'Israël pendant la soixante-troisième session du Comité, dans lequel elle a mis l'accent sur les disparités en matière de soins de santé et d'éducation et l'interdiction du regroupement familial entre les familles palestiniennes et ses répercussions sur les

enfants, 15 octobre 2012; elle a informé la Rapporteuse spéciale sur le logement convenable, à Haïfa, Israël, et dans le Néguev, au cours de sa visite en Israël et dans le territoire palestinien occupé, sur la manière dont le modèle d'aménagement du territoire adopté en Israël et dans le territoire palestinien occupé exclut les collectivités palestiniennes et bédouines, est source de discrimination à leur rencontre et les contraint au déplacement, 6 et 8 février 2012; elle a soumis un rapport au Comité contre la Torture en préparation de la quarante-huitième session du Comité, mettant l'accent sur l'usage de la torture à l'encontre des détenus palestiniens, 27 mars 2012.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a présenté une déclaration orale à l'occasion d'une session extraordinaire du Conseil des droits de l'homme à Genève, mettant l'accent sur l'absence de voies de recours internes pour les Palestiniens victimes de militaires israéliens et de la nécessité d'adopter une position unifiée contre l'impunité, 16 octobre 2009; elle a participé à la session d'examen d'Israël devant la quatre-vingtième session du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale en mettant l'accent sur la discrimination à l'égard des citoyens palestiniens d'Israël, 14 au 16 février 2012.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le 22 mars 2012, à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, l'organisation a envoyé une lettre au Rapporteur spécial sur le droit de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement lui demandant de prier Israël d'assurer un accès égal et suffisant à l'eau à tous ses citoyens.

4. Projet Information-santé pour les adolescents

Statut consultatif spécial : 2005

Introduction

Projet Information-santé pour les adolescents est une organisation à but non lucratif, non religieuse et apolitique dont les activités sont axées sur la santé et le développement des jeunes et des adolescentes dans l'objectif d'améliorer leur qualité de vie. L'organisation a démarré en 1992 et travaille dans 14 États du nord du Nigéria et à Abuja.

Objectifs et mission

L'organisation travaille dans la recherche, la documentation, la programmation et le partenariat pour promouvoir les questions de santé, de sexualité, de développement social et économique qui intéressent les jeunes et les adolescentes tout en contribuant à leur bien-être. Elle met l'accent sur la santé (procréation et VIH/sida); la problématique hommes-femmes; l'éducation sexuelle; les droits civils; et les questions pédagogiques et socioculturelles dans la mesure où elles influencent le bien-être des jeunes et des adolescentes.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

De 2008 à 2010, l'organisation a collaboré avec le Conseil de population dans le cadre d'un programme financé par USAID et destiné aux dirigeants et aux filles. Elle a assuré un espace sûr aux filles et la possibilité de promouvoir l'autosuffisance; dispensé une formation à des défenseurs locaux pour donner aux filles un accès à la consultation et aux examens en matière de VIH/sida, au dépistage des maladies sexuellement transmissibles, à des conseils religieux et spirituels avant le mariage, à des consultations prénatales, à des centres de soins de santé maternelle et infantile, et aux examens visant à prévenir la transmission verticale du VIH/sida et à la thérapie antirétrovirale pour les séropositifs; et effectué un travail de recherche pour mettre en évidence les facteurs de risque quant à la transmission du virus chez les adolescentes mariées dans le nord du Nigéria. En 2009, l'organisation s'est associée à Pathfinder International pour réaliser le projet COMPASS visant à améliorer l'état de santé et la qualité de l'éducation de plus de 20 millions de Nigériens grâce à une vaste gamme d'interventions, y compris des programmes relatifs à l'amélioration de la qualité de l'enseignement de base, à l'élargissement des services de santé procréative et de planification familiale et à la survie de l'enfant. De plus, l'organisation a fait campagne pour la vaccination de routine au titre de la composante et a participé à la campagne d'éradication de la polio. De 2008 à 2012, la Fondation Ford a aidé l'organisation à mettre en œuvre des programmes de développement complets et intégrés en faveur des jeunes, axés sur la promotion de la santé, des droits et des choix en ce qui concerne la sexualité et la procréation dans les États de Kano et de Jigawa. Ces programmes ont porté notamment sur l'intégration de l'éducation sur la vie familiale et le VIH/sida, la promotion des sports pour le développement et l'autonomisation des jeunes, y compris au niveau fonctionnel et de l'entrepreneuriat.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à l'élaboration du rapport parallèle sur le Nigéria et à sa présentation au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes en 2008; elle a participé au Comité de la condition de la femme en 2010; elle a participé au Comité de la condition de la femme en 2012 et fait une présentation sur les expériences acquises en matière d'autonomisation économique et politique des femmes rurales, sous le parrainage du Women's Consortium of Nigeria.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) : l'organisation a fait une présentation les 18 et 19 septembre 2011 lors d'une réunion de haut niveau organisée par la Greentree Foundation, coparrainée par les membres du partenariat H4+, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), le FNUAP, l'UNICEF, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et la Coalition internationale pour la santé de la femme, dans laquelle elle a invité les principaux acteurs à accélérer les mesures de renforcement des ressources humaines dans le domaine de la santé procréative et néonatale, en particulier la

formation et l'affectation de travailleurs locaux compétents en matière de soins obstétricaux, de planification familiale et de prévention du VIH et des maladies sexuellement transmissibles.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 1 : l'organisation a aidé plus de 7 000 femmes et 2 000 hommes par l'intermédiaire de son Institute for Human Development qui vise à améliorer la situation économique des jeunes. Plus de 2 500 personnes ont bénéficié d'un programme de microcrédit et de gestion de l'entreprise; objectif 2 : l'organisation a assuré à 133 000 élèves une éducation portant sur la famille, la vie et le VIH/sida et compte doubler ce nombre d'ici à 2015; elle a renforcé les comités de gestion scolaires dans plus de 100 écoles, en améliorant l'état de santé de 20 millions de Nigériens et en leur assurant un enseignement de meilleure qualité; objectif 3 : l'organisation a mis les sports au service du développement pour promouvoir l'égalité des sexes et l'équité, y compris en présentant des modèles à suivre dans ce domaine; objectif 4 : l'organisation a contribué aux programmes du Partenariat pour la survie de l'enfant, fait campagne pour la vaccination de routine dans le cadre de la composante survie de l'enfant et participé aux mesures d'éradication de la polio; objectif 5 : l'organisation s'est adressée aux jeunes scolarisés ou non scolarisés, aux personnes en âge de procréer et aux dirigeants d'organisations gouvernementales et non gouvernementales, a encadré des ONG, des organisations locales et des organisations familiales, des praticiens des médias, des chefs traditionnels et religieux, des prestataires de soins de santé et des structures informelles; objectif 6 : l'organisation s'est employée à améliorer l'accès à des informations complètes et à fournir une vaste palette de services de soins sûrs et fiables en matière de santé procréative et sexuelle.

5. Agence adventiste d'aide et de développement

Statut consultatif général : 1997

Introduction

L'Agence adventiste d'aide et de développement est une organisation humanitaire mondiale appartenant à l'Église adventiste du septième jour. Fondée en 1956, l'organisation a une longue expérience fructueuse dans la prestation de services de secours humanitaire et la mise en œuvre d'initiatives de développement. Elle travaille dans plus de 120 pays et emploie plus de 6 000 personnes en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Europe, en Afrique, en Asie et dans le Pacifique et en Amérique du Nord. Son réseau est constitué de bureaux d'appui et d'exécution. Les bureaux d'appui aident à la mobilisation de ressources et au dépannage technique et administratif pour la planification, la mise en œuvre, le suivi, l'évaluation et la régularité financière des programmes. Les bureaux d'exécution sont chargés de la mise en œuvre et de la gestion des programmes. L'organisation a en outre des liens de travail avec plus de 550 hôpitaux et dispensaires adventistes dans le monde et 1 500 établissements d'enseignement agréés de tous niveaux.

Objectifs et mission

L'organisation a pour mission d'aider ceux qui vivent dans la pauvreté et la détresse à créer un changement juste et positif grâce à des partenariats autonomisants et à une action responsable. Son activité se répartit sur cinq domaines techniques : sécurité alimentaire, santé, gestion des situations d'urgence, croissance économique et éducation. Elle comporte en outre plusieurs secteurs transversaux, notamment la mobilisation communautaire, le renforcement des capacités, l'équité entre les sexes, la protection et la gestion de l'environnement.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Au cours de la période considérée, les nombreux bureaux de l'organisation dans le monde ont publié sur leur site Web des articles destinés au grand public et axés sur les 8 objectifs du Millénaire pour le développement. En outre, en association avec l'Église adventiste du septième jour, l'organisation a lancé une campagne mondiale pour mettre fin à la violence faite aux femmes et aux filles selon la devise « end it now ». Plus de 385 000 personnes du monde entier se sont inscrites à cette campagne. Des représentants de l'organisation, au niveau local et au siège de l'organisation, ont pris part au débat mené actuellement au sujet du programme de développement pour l'après-2015.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

2009 : Bureau de la coordination des affaires humanitaires : consultation mensuelle, New York, 23 juin; Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) : consultation annuelle des ONG, Genève, 29 juin au 1^{er} juillet; Programme alimentaire mondial (PAM) : consultation annuelle des ONG, Rome, 14 au 16 octobre.

2010 : HCR : consultation annuelle des ONG, Genève, 28 juin au 1^{er} juillet; Bureau de la coordination des affaires humanitaires : consultation mensuelle, New York, 30 juillet; soixante-troisième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales sur le thème « Progresser dans la santé : réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement », Melbourne (Australie), 30 août au 2 septembre; Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement, New York, 20 au 22 septembre; PAM : réunion du Conseil d'administration, Rome, 7 au 10 novembre; PAM : consultation annuelle avec les ONG, Rome, 15 au 17 novembre.

2011 : PAM : lancement du module sécurité alimentaire, Rome, 30 mai au 1^e juin; HCR : consultation annuelle avec les ONG, Genève, 28 au 30 juin; PAM : consultations annuelles avec les ONG, Rome, 14 au 16 novembre.

2012 : PAM et Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) : réunion du module sécurité alimentaire : 17 au 19 avril; Conférence des Nations Unies sur le développement durable, Rio de Janeiro, 19 au 22 juin; HCR : consultations annuelles avec les ONG, Genève, 3 au 5 juillet.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a conclu un accord global avec le PAM et le HCR. Ses représentants dans le monde ont participé et apporté une contribution sur le terrain et au siège. Dans de nombreux pays, l'organisation a reçu une aide financière de la part d'institutions du système des Nations Unies, y compris le Fonds central pour les interventions d'urgence du Bureau de la coordination des affaires humanitaires et le PAM, la FAO, le HCR, l'UNICEF, le PNUD et le FNUAP.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans le monde par l'intermédiaire de ses programmes. Les projets destinés à assurer la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance ont beaucoup augmenté en Afrique. Chaque fois que l'organisation appuie l'éducation, ses représentants veillent à éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire. Elle a distribué des manuels scolaires et des fournitures et rénové ou construit des écoles. Elle a mis en œuvre des programmes de survie de l'enfant et de vaccination. Elle a accordé une attention prioritaire à la formation des accoucheuses traditionnelles et des sages-femmes visiteuses au niveau local. Elle a mis en œuvre des programmes de prévention du VIH/sida et formé des agents sanitaires des collectivités. Elle s'est associée à des chefs religieux pour prévenir le VIH/sida et le paludisme et réalisé des projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement et mobilisé les communautés pour assurer la viabilité du point de vue écologique.

6. Advocates for Youth

Statut consultatif spécial : 2005

Introduction

Advocates for Youth est une organisation à but non lucratif établie à Washington qui s'emploie à promouvoir des programmes et des politiques aux deux plans local et international pour aider les jeunes à prendre des décisions responsables au sujet de leur santé sexuelle et procréative. L'organisation a été l'une des premières à intégrer les besoins des adolescents en matière de santé sexuelle et procréative au programme de la planification familiale internationale; elle a institué l'enseignement de la planification de la vie, programme novateur qui envisage la sexualité sous l'angle de l'autonomie fonctionnelle et du développement de la jeunesse; et amorcé une stratégie législative nationale et internationale en faveur de la mise en œuvre de programmes concrets à l'intention des jeunes. L'organisation fournit des informations et assure une formation et une assistance stratégique à des associations dédiées à la jeunesse, à des responsables politiques, à des militants de mouvements de jeunesse et aux médias aux États-Unis et dans les pays en développement.

Objectifs et mission

Droits, respect et responsabilité demeurent les objectifs de l'organisation : tous les jeunes ont le droit inaliénable d'obtenir des informations fiables et complètes sur

leur santé sexuelle, de bénéficier de services en toute confidentialité et de déterminer leur avenir; les jeunes méritent le respect et doivent participer effectivement aux politiques et programmes qui touchent à leur santé et à leur bien-être; et la société se doit de les doter des moyens leur permettant de préserver leur santé sexuelle tout comme la responsabilité leur incombe de se protéger contre les grossesses précoces et contre les infections sexuellement transmissibles.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Advocates for Youth a promu le respect des valeurs des Nations Unies et fourni des informations mises à jour sur les processus grâce au bulletin d'information de l'International Youth Activist Network (iYAN) qui parvient à 1 750 jeunes de plus de 96 pays. L'organisation a dispensé une formation à 620 jeunes dirigeants sur les activités des Nations Unies et diffusé des fiches d'information sur les accords mondiaux et régionaux conclus par l'ONU et qui touchent à la santé et aux droits des jeunes en matière de sexualité et de procréation convenus depuis la Conférence internationale sur la population et le développement et assuré une éducation sexuelle.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Advocates for Youth a participé aux réunions suivantes :

2012 : Forum mondial des jeunes, Bali (Indonésie), 4 au 6 décembre; elle a mis à contribution deux facilitateurs virtuels, un rapporteur et un participant aux discussions à la séance plénière d'ouverture; quarante-cinquième session de la Commission de la population et du développement, New York, 23 au 27 avril; elle a collaboré et co-organisé une réunion de groupe de la jeunesse, fait des déclarations écrites et orales et envoyé des tweets.

2011 : Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, Durban (Afrique du Sud), 28 novembre au 11 décembre; elle a participé à la coalition des ONG de jeunes, lors de la Conférence sur la jeunesse et co-organisé une manifestation parallèle; Réunion de haut niveau sur la jeunesse intitulée Dialogue et compréhension mutuelle, New York, 25 et 26 juillet; elle a co-organisé une réunion de groupe de jeunes sur la santé et les droits des jeunes en matière de sexualité et de procréation; Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le VIH/sida, New York, 8 au 10 juin; elle a assisté au dialogue avec la société civil qui a précédé la Réunion, co-organisé une réunion de groupe de jeunes et bloggé et envoyé des tweets; sommet mondial des jeunes, Bamako (Mali), 15 au 17 April; elle a contribué à l'Appel à l'action au nom des jeunes en prévision de la réunion suivante de haut niveau sur le VIH/sida; quarante-quatrième session de la Commission de la population et du développement, New York, 11 au 15 avril; elle a collaboré et participé à l'organisation d'un groupe de jeunes qui a fait trois déclarations orales; elle a fait des déclarations écrites et orales; cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme, New York, 22 février au 4 mars; elle a participé au groupe de jeunes femmes qui a fait une déclaration orale; elle a présenté une déclaration écrite.

2010 : Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, Cancun (Mexique), 29 novembre au 10 décembre; elle a participé à la coalition des jeunes en matière de climat, bloggé et coparrainé une manifestation parallèle au cours de laquelle elle est intervenue.

2009 : NGO Forum on Sexual and Reproductive Health and Development, Berlin, 2 au 4 septembre; elle a servi de rapporteur de jeunes dirigeants, assisté à une session d'atelier et s'est exprimée à la session de clôture de l'atelier; elle a contribué à une déclaration de jeunes et est devenue l'un des représentants des Caraïbes au comité de rédaction des stratégies envisageables par les ONG; quarante-deuxième session de la Commission de la population et du développement, New York, 30 mars au 3 avril; a collaboré et contribué à la présentation d'une déclaration orale portant sur la jeunesse.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a collaboré avec le FNUAP pour aider de jeunes militants du monde du Sud à blogger au sujet de la santé et des droits des jeunes en matière de sexualité et de procréation et à assister à des réunions de haut niveau et à établir des rapports à leur sujet. Elle a collaboré avec le FNUAP également pour aider à l'organisation de l'International AIDS Conference YouthForce en 2010 et 2012, qui accueille une pré-conférence et une réception pour les jeunes et mène une campagne de sensibilisation et d'information par les médias pour appeler l'attention sur la jeunesse et le VIH/sida. À la Conférence internationale sur le sida en 2012, l'organisation a coparrainé YouthScore à l'occasion d'un tournoi de football destiné à la sensibilisation, en collaboration avec ONUSIDA. Depuis 2009, elle a exécuté un projet de sensibilisation à la santé et aux droits des jeunes en matière de sexualité et de procréation avec l'appui de la Fondation pour les Nations Unies et parrainé diverses réunions d'information sur la planification familiale, la santé procréative et le VIH, auxquelles elle a assisté, en collaboration avec le FNUAP, ONUSIDA et la Fondation.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Pour soutenir les objectifs 4, 5 et 6, l'organisation a observé la Journée mondiale de la lutte contre le sida, la Journée mondiale de la population, la Journée internationale de la femme et la Journée internationale de la jeunesse en organisant tous les ans des blogathons pour les jeunes. Elle a mis en œuvre un projet qui aide les conseils de jeunes au Nigéria, en Jamaïque et au Népal à faire campagne en faveur de l'amélioration de la santé et des droits des jeunes en matière de sexualité et de procréation. En 2010, dans le cadre d'une initiative visant à assurer des services adaptés aux jeunes au Burkina Faso et au Nigéria, elle a dispensé une formation à 60 prestataires de soins et 92 moniteurs d'éducation par les pairs, tout en menant des activités de mobilisation au niveau local. Au total, 9 777 jeunes ont été informés au sujet de la santé, des droits et des services qui concernent leur génération en matière de sexualité et de procréation. L'organisation a également appuyé un programme international de jeunes bloggeurs, dans la cadre duquel 13 jeunes dirigeants venant de 9 pays ont affiché plus de 360 blogs et communiqué ainsi à 30 600 jeunes personnes des informations sur la santé et les droits des jeunes dans le monde en matière de sexualité et de procréation, et une initiative internationale en faveur des lesbiennes, des gays, des bisexuels et des transgenres.

7. African Business Roundtable

Statut consultatif spécial : 2005

Introduction

L'African Business Roundtable encourage le secteur privé à contribuer au développement économique des pays africains et favorise le partenariat public-privé et la participation des hommes d'affaires comme acteurs mondiaux. La concertation et la participation active à la formulation de politiques propices au développement du secteur privé et à une croissance économique viable constituent l'essentiel de son action.

Objectifs et mission

L'organisation a pour objectif de promouvoir, grâce à diverses initiatives lancées dans le continent et ailleurs, le développement du secteur privé de l'Afrique, en particulier des petites et moyennes entreprises, de sorte qu'elles puissent croître et devenir dynamiques, mondialement compétitives et viables; d'élargir le rôle de l'entreprise privée en Afrique et de créer un climat favorable à la croissance économique et à la prospérité; de faire mieux connaître le potentiel de l'Afrique dans les domaines des affaires, de l'investissement et du commerce; de conseiller et d'encourager les gouvernements et d'autres institutions nationales, régionales et internationales à adopter des lois, des politiques, des règlements et des procédures qui renforcent la croissance, surtout des microentreprises et des petites et moyennes entreprises; de coopérer avec les gouvernements, le secteur public et d'autres organisations en Afrique et dans le monde afin de militer pour l'élimination des obstacles à l'investissement et au commerce; de servir d'instrument pour une concertation saine avec les gouvernements et le secteur public; de coopérer avec les organisations financières ou économiques africaines régionales et sous-régionales afin d'intégrer les économies de la région et d'aider les hommes et les femmes d'affaires à jouer un rôle constructif dans l'édification d'une Afrique plus prospère.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'African Business Roundtable a organisé un forum en marge des réunions printanières de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international sur l'accroissement des flux de capitaux vers l'Afrique face à l'effondrement financier mondial, Washington, 17 avril 2009.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé au Dialogue de haut niveau sur le financement du développement, New York, 23 et 24 mars 2010; à la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement, New York, 20 au 22 septembre 2010; et à la session de la Commission de la condition de la femme tenue à New York, du 27 février au 9 mars 2012.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

1. Cinquième Forum Afrique-Asie des entreprises, Kampala : Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (PNUD) à laquelle a participé une délégation de haut niveau de l'African Business Roundtable.
2. Conférence de haut niveau sur le développement agroalimentaire et agro-industriel en Afrique organisée par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, Abuja, 8 au 10 mars 2010.
3. Réunion ministérielle de suivi de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (PNUD), Arusha, 2 et 3 mai 2010.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

28 mars 2009 : Formation de jeunes à l'entrepreneuriat au Nigéria. Formation d'étudiants, entrepreneuriat, bourses d'études et dons de livres.

8. African Citizens Development Foundation

Statut consultatif spécial : 2009

Introduction

L'African Citizens Development Foundation est une organisation non gouvernementale nationale créée en 1995 dans le but de promouvoir le civisme actif en Afrique, condition nécessaire à la réalisation d'une bonne gouvernance sur le continent. L'organisation a été enregistrée au Nigéria en 2000 et en Angleterre en 2009. Elle a été enregistrée en tant qu'association caritative en Angleterre et dans le Pays de Galles en 2010. Elle a démarré en tant qu'initiative privée visant à rejoindre les forces mondiales de développement afin d'inverser les effets tragiques de la faiblesse d'esprit et du manque de discipline qui ont produit une citoyenneté inactive et docile ayant souvent tendance à faire les choses à moitié et à diminuer le caractère unique des personnes et le système de valeurs national. Le désordre, la corruption et la pauvreté soutenue sont les conséquences de cette attitude négative, de même que tous les maux qui y sont associés, notamment l'insécurité en termes de vie et de propriété, la violence ethnique et les guerres.

Objectifs et mission

L'organisation a pour objectif de promouvoir l'accès à une éducation de qualité et abordable des enfants africains, indépendamment de leur classe sociale; de faire mieux connaître les différences culturelles au sein du continent; d'insuffler la fierté dans la culture positive et raffinée en Afrique; de favoriser la croissance rurale et le développement agricole; d'imprégner les citoyens africains des vertus humaines et de l'intégrité; de hausser le ton moral de la bonne pratique, de la responsabilité et de la transparence dans la société africaine; de faire campagne en faveur d'une application véritable de l'état de droit, de la responsabilité civique et de la gouvernance efficace et attentive dans le continent; de créer des centres de conseil dans tous les lieux de domicile des citoyens africains afin de promouvoir une culture positive; et d'autonomiser les femmes sur le plan économique.

Changements à signaler

L'organisation a été enregistrée en tant qu'association caritative au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en 2010 sous le numéro 1135171. Elle a ouvert son bureau européen en 2010 pour renforcer ses opérations en Afrique.

Contribution à des activités des Nations Unies

1. L'organisation observe la Journée des Nations Unies (24 octobre) depuis 2009.
2. Un atelier consacré à la Journée mondiale des enseignants a été organisé le 1^{er} octobre en 2009, 2010, 2011 et 2012 pour promouvoir l'importance de la contribution des enseignants au développement de la jeunesse et à l'édification de la nation.
3. Nous avons participé tous les ans aux journées consacrées à la réduction de la pauvreté et à la sécurité alimentaire.
4. L'organisation a créé l'ASSEFAD Millennium Village dans la municipalité d'Ijebu-Est de l'État d'Ogun (Nigéria) pour promouvoir la croissance rurale et se joindre aux forces travaillant au service du développement afin d'éliminer la pauvreté. Elle envisage de reproduire ce programme dans toutes les zones administratives locales.
5. L'organisation a créé le Green-Growth African International Club, comme suite à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, en tant qu'association d'investissement visant à promouvoir l'entreprise sociale et les emplois décents. Cette nouvelle initiative est axée sur la promotion de l'énergie propre provenant de ressources renouvelables.
6. L'organisation continue d'assurer un enseignement secondaire gratuit grâce aux Citizens Colleges qu'elle a mis en place au Nigéria et au Bénin dans le cadre de son programme de développement de la jeunesse.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

1. Cinquantième session de la Commission du développement Social, New York, février 2012.
2. Conférence des Nations Unies sur le développement durable, Rio de Janeiro, juin 2012.
3. Cinquante-septième session de la Commission de la condition de la femme, New York, mars 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Nous travaillons avec le Département de l'information depuis 2007 et avons participé à plusieurs programmes à New York et à Paris. Nous assistons régulièrement aux réunions d'information hebdomadaires organisées par le Département à l'intention des ONG à New York. Nous travaillons aussi avec le Centre d'information des Nations Unies au Nigéria dans le cadre de diverses campagnes de sensibilisation et de promotion des activités du système.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

1. Création de l'ASSEFAD Millennium Village.
2. Promotion de l'enseignement gratuit pour les élèves autochtones.
3. Création du Green-Growth African International Club afin de promouvoir une énergie propre, l'emploi décent et les ressources renouvelables.
4. Activités menées avec les institutions Monarch pour renforcer la citoyenneté africaine.
5. Promotion de l'entreprise sociale au Nigéria et en Afrique.

9. African Wildlife Foundation

Statut consultatif spécial : 2009

Introduction

L'African Wildlife Foundation est une organisation internationale de conservation à but non lucratif dont le programme est axé uniquement sur l'Afrique. Elle est établie à Nairobi et ses programmes s'étendent sur plus de 15 pays en Afrique de l'Est, en Afrique australe, en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest et son conseil d'administration est international.

Objectifs et mission

L'organisation a pour mission de collaborer avec les peuples d'Afrique pour assurer la survie de la faune et de la flore africaines et la préservation des terres vierges du continent. Elle met l'accent sur les ressources naturelles et les ressources de la vie sauvage qui constituent le moteur de la croissance économique et de l'amélioration des moyens de subsistance des Africains. Pour accomplir cette mission, l'organisation adopte quatre démarches stratégiques :

a) Conservation de la terre et de l'habitat qui s'articule autour de l'occupation participative des sols et l'utilisation des divers instruments de manière à en assurer la conservation, notamment les actes de servitude, de bail et d'achat;

b) Science de la conservation et recherche appliquée orientées vers l'utilisation des meilleures méthodes pour comprendre la dynamique des espèces et de l'habitat et en assurer la gestion;

c) Développement de l'entreprise de conservation : création d'entreprises stratégiques qui appartiennent aux collectivités locales en association avec le secteur privé comme moyen d'améliorer les moyens de subsistance et de diversifier l'économie rurale. À ce jour, ces entreprises se sont concentrées sur l'écotourisme et l'agro-industrie;

d) Formation, renforcement des capacités et perfectionnement en matière de direction. Cela est essentiel pour doter l'Afrique des moyens lui permettant de gérer son patrimoine de ressources naturelles de façon durable. Ces quatre démarches sont renforcées par des interventions transversales en matière de concertation politique, de changement climatique et de VIH/sida.

Changements à signaler

L'organisation a été officiellement établie à Nairobi et a étendu son activité à plus de 15 pays de toutes les régions d'Afrique. Son programme est actuellement mis en œuvre sur trois niveaux :

- a) Paysages à conserver en priorité qui souvent dépassent les frontières;
- b) Programmes nationaux qui portent sur un seul pays mais qui se répartissent sur une multitude de sites;
- c) Sites spéciaux où l'intervention ciblée ou la protection des entreprises ou des espèces sont effectuées dans toute l'Afrique subsaharienne, directement ou indirectement, en association avec d'autres partenaires.

Contribution à des activités des Nations Unies

1. L'organisation a favorisé la création de plusieurs installations de tourisme écologique qui contribuent au développement économique et à l'amélioration des moyens de subsistance des collectivités locales.
2. Elle a créé une chaîne de valeurs de l'agro-industrie de l'avocat dans le sud de la République-Unie de Tanzanie, sous la direction du secteur privé, dont 2 500 agriculteurs locaux sont en train de bénéficier.
3. Elle a promu l'agriculture de conservation parmi des milliers d'agriculteurs locaux en Zambie, au Zimbabwe, au Mozambique, en République-Unie de Tanzanie, au Kenya et en République démocratique du Congo afin d'améliorer la sécurité alimentaire en tirant partie de la conservation. En République démocratique du Congo, l'accès au marché est assuré grâce au transport par bateau.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

1. L'organisation a participé à la discussion de groupe sur les moyens de mise en œuvre des politiques au service du développement durable en Afrique dans le cadre de la soixante-sixième session de l'Assemblée générale, manifestation spéciale organisée par la Deuxième Commission, le 25 octobre 2011.
2. Elle a participé à l'atelier sur les partenariats, leurs meilleures pratiques et leurs contributions organisé lors de la Conférence Rio+20 organisé par le Département des affaires économiques et sociales, le 14 décembre 2011.
3. Elle a assisté à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable et participé en tant que membre de groupe à deux sessions dirigées par l'ONU : a) « Partenariats express : développer et reproduire les meilleures pratiques en matière de développement durable », le 21 juin 2012; et b) « Les partenariats qui contribuent à l'avenir que nous voulons », à la cinquième session, le 22 juin 2012.
4. Elle a assisté à la dix-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue à Durban (Afrique du Sud) en novembre 2011, tenu un stand et participé à plusieurs sessions, notamment en tant qu'organisatrice de la session dirigée par l'African Wildlife Association.

5. Elle a assisté à la dix-huitième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue à Doha en novembre 2012.

6. Elle a assisté aux réunions annuelles de la Conférence des Parties à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

1. L'organisation a collaboré pendant des années avec le Fonds pour l'environnement mondial du PNUD à la réalisation du Programme de microfinancement du FEM en Zambie, en République démocratique du Congo, en République-Unie de Tanzanie et au Kenya.

2. Elle a travaillé avec le PNUE au Kenya.

3. Elle a collaboré étroitement avec le secrétariat du Fonds pour l'environnement mondial à l'organisation de réunions de réflexion et de tables rondes stratégiques de haut niveau.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

1. L'organisation a favorisé la conservation des pavillons touristiques et de l'agriculture locale, en partenariat avec le secteur privé, afin de contribuer à la croissance économique et à l'amélioration de la sécurité alimentaire et donc à la réalisation de l'objectif 1.

2. Elle a œuvré pour une planification participative de l'occupation des sols dans tous les sites extérieurs de l'Afrique, contribuant ainsi à l'objectif 7.

3. Elle a favorisé la création d'entreprises agricoles et l'adoption d'initiatives d'énergie propre, en privilégiant les femmes et les groupes vulnérables, en contribution à l'objectif 3.

4. Elle a promu les partenariats et les activités collaboratives en tant que contribution à l'objectif 8.

5. Elle a mis en œuvre le programme de conservation des écoles dans le Manyara Ranch (République-Unie de Tanzanie) et à Lupani (Zambie) pour contribuer à l'objectif 2.

10. African Women Empowerment Guild

Statut consultatif spécial : 2005

Introduction

L'African Women Empowerment Guild est une organisation non gouvernementale à but non lucratif constituée de femmes exclusivement. Elle existe depuis 1995 et est enregistrée auprès de la Corporate Affairs Commission du Nigéria depuis 2002. L'organisation s'occupe en priorité des femmes et des jeunes et ses activités sont locales et visent à aider les femmes à améliorer leur situation par tous les moyens dont elles peuvent disposer. L'organisation est constituée de

femmes professionnelles qui s'emploient à faire mieux connaître les droits des femmes et des jeunes et la contribution qu'ils peuvent apporter au développement et à les aider à se distinguer davantage dans la gouvernance et dans la vie publique. Elle organise des programmes de sensibilisation pour influencer des politiques favorables à l'autonomisation des femmes et à leur développement général. Elle réalise certains programmes destinés à promouvoir les femmes et à les aider à acquérir les compétences nécessaires pour mieux accéder à l'éducation, à la protection sociale et à l'activité politique et économique. L'organisation effectue des études et des travaux de recherche sur des questions liées à la violence sexiste. Elle publie des ouvrages pour promouvoir la sensibilisation à la démocratie, à l'éducation sexuelle des adolescents et à la santé de la femme. Elle mène des actions conjointes avec d'autres organisations de la société civile, nationales et internationales, qui partagent des objectifs, des programmes et des initiatives communs.

Objectifs et mission

L'organisation a pour objectif de voir un monde où les droits des femmes et leur santé sont placés au premier plan dans les discours et l'action à tous les niveaux et dans toutes les couches de la société et où les femmes ont les mêmes droits quant à la prise de décision, en particulier lorsqu'il s'agit de questions qui touchent à leur vie. L'organisation s'est fixée comme mission de promouvoir les droits des femmes et des jeunes en les dotant des informations et des compétences susceptibles de favoriser leur développement personnel et collectif grâce à la formation et à l'orientation.

Les objectifs de l'organisation sont : accroître la participation des femmes à la prise de décision en promouvant leur participation à des activités politiques; améliorer la santé des femmes en faisant campagne en faveur de pratiques traditionnelles saines pour les femmes; rendre les femmes plus aptes à agir efficacement sur les plans personnel et collectif; aider les femmes à acquérir des compétences favorisant leur développement; et guider les petites filles vers la réalisation de leur féminité autonome.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a observé les journées internationales. Elle a célébré la Journée internationale de la femme le 8 mars 2011 sur le thème des barrières à l'éducation des filles. Trois écoles comptaient parmi les participants. On y a examiné les questions suivantes : les obstacles à l'éducation des filles, les conséquences de la disparité entre les sexes et les femmes aux postes de responsabilité; la situation actuelle et la manière d'aller de l'avant.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

1. L'organisation a assisté aux sessions de la Commission de la condition de la femme en 2010, 2011 et 2012.

2. Elle était représentée à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue au Brésil en juin 2012.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a collaboré avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) pour mettre fin aux activités de traite des femmes et des filles du Nigeria vers l'Europe.

Elle a collaboré avec le PNUD pour mobiliser des organisations locales dans 123 unités administratives locales dans la zone géopolitique sud-sud du Nigéria pour encourager les électeurs à participer aux élections générales de 2011 dans le pays.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation s'est employée à améliorer l'éducation des filles et à promouvoir une représentation équitable des femmes aux postes gouvernementaux et à réduire la pauvreté parmi les femmes au Nigéria. Le programme d'acquisition de compétences de l'ONUDC et de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice a été lancé en 2009 comme moyen de réduire les activités de traite des jeunes femmes du Nigéria vers des pays européens. Le programme comportait des systèmes de microcrédit et des activités de préparation à la vie active et d'acquisition de compétences en milieu scolaire.

11. African Women's Association

Statut consultatif spécial : 2005

Introduction

Créée en 1990, l'African Women's Association est une organisation féminine qui soutient la promotion et la défense des droits de la femme et de l'enfant.

Objectifs et mission

Notre mission consiste à lutter pour l'égalité et les droits des enfants et contre la traite des enfants; pour une éducation qui promeut la procréation responsable; et pour le soutien des orphelins, des enfants vulnérables et des personnes vivant avec le VIH.

Changements à signaler

Multiplication de l'effectif de l'organisation depuis l'acquisition du statut consultatif avec des audits mis à jour, un plan stratégique pour 2012-2015 élaboré et un peu plus de crédibilité vis-à-vis des partenaires.

Contribution à des activités des Nations Unies

Aucune information fournie.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Réduction de l'extrême pauvreté des familles démunies grâce à l'octroi de fonds, ainsi que d'une assistance et d'un soutien aux orphelins.

12. Fondation Agrenska**Statut consultatif spécial : 2005****Introduction**

La Fondation Agrenska élabore des programmes pour les enfants, les adolescents et les adultes présentant des handicaps fonctionnels et possède des compétences spéciales en matière de troubles rares. Nos programmes associent également les parents et les professionnels concernés (le programme familial). Agrenska souhaite aider les familles à gérer les situations quotidiennes en leur assurant autonomie et égalité dans la mesure du possible. L'organisation s'emploie également à créer de bons outils et à les mettre à la disposition des patients souffrant d'un trouble rare pour leur permettre d'améliorer leur vie quotidienne.

Objectifs et mission

L'organisation a pour principal objectif de soutenir les enfants et les jeunes souffrant de maladies rares, ainsi que leur famille, et de les aider à améliorer leur vie quotidienne. Dans tous nos programmes, activités et projets, nous avons tenu compte des Règles pour l'égalisation des chances des handicapés. La plupart de nos activités s'adressent aussi aux familles, au personnel, aux administrateurs et aux décideurs intéressés par les domaines susmentionnés. Nous apportons un soutien, exerçons une influence et assurons une surveillance par des moyens très diversifiés.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a appuyé les Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme et dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a créé une plateforme pour les maladies rares à la Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies. Cette plateforme devrait servir à coordonner le travail au sein de l'International Conferences for Rare Diseases and Orphan Drugs (dont la Fondation

Agrenska est membre depuis sa création) et les diverses activités menées dans le cadre du Conseil économique et social en ce qui concerne les maladies rares. Les préparatifs ont commencé en 2012 et des réunions sur la manière de procéder ont eu lieu entre l'organisation et la Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies au début de 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune activité signalée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

1. Économie de la santé : un modèle destiné à mesurer l'intervention des programmes familiaux et des programmes pour adultes, élaboré en association avec l'Université de Trondheim (Norvège). Une première étude a été présentée en automne 2012.
2. Travail mieux coordonné et mieux ciblé sur le plan national : le service national chargé des maladies rares a été lancé et le Gouvernement suédois a désigné l'organisation pour le diriger par.
3. Réseau : gros plan sur les maladies rares grâce à une start-up créée en Europe par l'organisation, la Suède, l'Estonie, la Norvège, l'Espagne et la Roumanie. Les autres pays qui ont manifesté un intérêt sont l'Australie et le Chili.
4. Groupe de jeunes : l'organisation a dirigé un atelier avec de jeunes patients et le résultat a été soumis à la Direction de la Commission européenne chargée de la santé et des consommateurs à Bruxelles, en 2009. L'atelier avait pour objectif d'établir un lien avec les programmes des Nations Unies destinés à la jeunesse.
5. Santé en ligne : l'organisation a été désignée pour être membre d'une équipe de travail et faire des recommandations en ce qui concerne la santé en ligne à l'intention du Conseil de l'Europe. Son rapport, intitulé « Redesigning Health in Europe for 2020 » (Un nouveau modèle de santé en Europe pour 2020), a été présenté en mai 2012 à la réunion au sommet des ministres de la santé de tous les États membres de l'Union européenne.

13. Albert Schweitzer Institute

Statut consultatif spécial : 2005

Introduction

L'Albert Schweitzer Institute a pour objectif de promouvoir les valeurs et les idées du docteur Albert Schweitzer, prix Nobel de la paix en 1952.

Objectifs et mission

Le docteur Albert Schweitzer pensait que sa plus grande contribution au monde était sa philosophie de respect de la vie selon laquelle tout être vivant doté d'une volonté de vivre devrait mériter un grand respect. Pour Schweitzer, la notion d'être vivant englobait les plantes, les animaux et les êtres humains. Ainsi, les programmes de l'organisation sont axés sur la santé, la promotion des valeurs

humanitaires et sur des projets et des activités visant à réaliser la paix. L'organisation considère qu'en appliquant les valeurs défendues par Schweitzer dans le monde entier, on pourrait réaliser la paix, car ces valeurs sont compatibles avec toutes les cultures, toutes les croyances religieuses et tous les points de vue.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a contribué à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Au cours des deux dernières années, l'Albert Schweitzer Institute a organisé une manifestation parallèle sur les droits de l'homme en association avec la Mission permanente du Costa Rica auprès de l'Organisation des Nations Unies. L'organisation a également envoyé des représentants à la Commission de la condition de la femme au mois de mars de tous les ans.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a coopéré récemment avec plusieurs entités du système des Nations Unies en vue de l'adoption d'un traité sur le commerce des armes et collaboré étroitement avec la Fondation Arias pour la paix et le progrès de l'humanité et la Mission permanente du Costa Rica auprès de l'Organisation des Nations Unies afin de réaliser cet objectif.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La plupart des programmes de l'organisation appuient d'une certaine manière les objectifs du Millénaire pour le développement. Au Nicaragua et au Guatemala, l'organisation contribue en construisant des salles de classe, en mettant en place un système de microcrédit et en pourvoyant des soins de santé dans le cadre de dispensaires et de centres de physiothérapie et d'ergothérapie. Elle assure en outre la formation d'enseignants dans les deux pays aux méthodes les plus modernes. Elle contribue à la réalisation de la plupart des 8 objectifs du Millénaire pour le développement grâce à ses programmes, en ayant souvent recours aux ressources et aux compétences de la Quinnipiac University à Connecticut (États-Unis d'Amérique). Elle a en outre aménagé des jardins collectifs et de petites cafétérias pour que les enfants puissent être nourris dans leur école et qu'ils soient plus aptes à assimiler leurs cours. L'organisation a construit 10 salles de classe au cours des 8 dernières années au Guatemala et au Nicaragua pour que les enfants ne soient pas obligés de s'installer dehors sous un arbre pour apprendre.

Renseignements complémentaires

L'Albert Schweitzer Institute participe avec la Fondation Gorbatchev à l'organisation des sommets annuels des lauréats du prix Nobel de la paix dans

diverses régions du monde pour examiner des questions ayant trait au règlement des conflits et à la lutte pour l'élimination des armes nucléaires.

14. All India Movement for Seva

Statut consultatif spécial : 2005

Introduction

All India Movement for Seva a été créé en 2000 par Swami Dayananda Saraswati en tant que fiducie d'intérêt public. L'organisation assure une éducation aux enfants des zones rurales et tribales grâce à 125 projets (y compris 96 foyers d'hébergement gratuit pour les élèves) dans 14 États de l'Inde.

Objectifs et mission

L'organisation a pour objectif de rendre l'éducation accessible aux enfants vivant dans les zones tribales, rurales et reculées de l'Inde grâce au projet novateur appelé « Free Student Homes ». Ce projet assure tout ce qu'il faut pour éduquer les enfants et en faire des citoyens sûrs d'eux et responsables dans leur communauté et en Inde.

Changements à signaler

L'organisation a connu une croissance spectaculaire de 125 % dans sa couverture géographique; en 10 ans seulement, 96 foyers d'hébergement gratuit ont été mis en place dans 14 États de l'Inde. Plusieurs nouveaux programmes ont été lancés pour développer la personnalité et former le caractère des enfants dans le cadre de projets axés notamment sur l'art au service du développement, le théâtre au service du développement et la viabilité du point de vue écologique.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a contribué aux objectifs des Nations Unies de diverses manières. Elle a aidé à mobiliser les communautés locales en faveur de la collecte de ressources pour l'éducation des enfants des zones rurales et tribales en Inde. L'éducation a une incidence positive sur l'élimination de la pauvreté et permet à la population de vivre dans la dignité, ce qui contribue à réduire les conflits et à promouvoir la paix. Depuis sa création, l'organisation a permis à 14 000 enfants d'échapper à la pauvreté grâce à l'éducation. Plus de 10 millions de personnes en ont bénéficié de façon indirecte. La faim, la maladie et l'analphabétisme ont été surmontés, du fait que les enfants reçoivent gratuitement une alimentation, des soins de santé et un soutien scolaire. La formation du caractère est intégrée au programme de manière à assurer le respect mutuel des droits et des libertés entre les participants.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune activité signalée.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune activité signalée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Actuellement, plus de 3 000 enfants sont hébergés gratuitement dans 96 foyers dans 14 zones des plus reculées de l'Inde et sont libérés de la pauvreté et de la faim du fait que le projet se charge de combler tous leurs besoins et fait en sorte que l'éducation serve de moteur au développement économique et social. Le taux d'abandon scolaire est le plus bas de tout le pays : moins de 1 %. En outre, au cours des quatre dernières années, le taux de réussite aux examens de fin d'année a maintenu le record des 100 %, ce qui témoigne bien de la qualité et de l'universalité de l'éducation. Le projet ne fait aucune discrimination fondée sur le sexe, puisque les filles en bénéficient autant que les garçons. Les programmes de formation du caractère soutiennent l'égalité entre les sexes. La nourriture offerte est bien équilibrée et bénéfique à la santé tant corporelle que mentale des enfants. Le concept de viabilité écologique a été adopté dans beaucoup de foyers, où le biogaz et l'énergie solaire sont utilisés pour l'éclairage et la cuisine et où les engrais sont produits par compostage biologique (vermicompost), notamment. Dans certains foyers, des arbres fruitiers et des légumes sont plantés pour compléter l'apport alimentaire. À Anaikatti, une initiative verte réussie est en train d'aider à conserver les plantes médicinales autochtones dans le cadre d'une banque de gènes et pour la fabrication de sous-produits médicinaux.

15. All-China Environment Federation

Statut consultatif spécial : 2009

Introduction

All-China Environment Federation entend servir de passerelle entre le gouvernement et le public dans la mise en œuvre d'une stratégie de développement durable, la réalisation d'objectifs nationaux en matière d'environnement et de développement, et la protection des droits environnementaux du public. En tirant pleinement parti de son avantage en matière d'organisation, All-China Environment Federation s'emploie à assurer la protection de l'environnement et le développement durable en Chine et dans le monde entier.

Objectifs et mission

L'organisation s'est fixée les objectifs suivants : faire des recommandations au Gouvernement sur les décisions relatives à l'environnement; protéger les droits environnementaux du public et de la société; diffuser des informations sur l'environnement et dispenser une éducation en matière d'environnement; promouvoir la coopération avec les ONG écologiques chinoises afin que ces organisations jouent le rôle principal dans la protection de l'environnement; et établir une relation et une coopération avec les ONG internationales pertinentes afin de promouvoir la protection de l'environnement et le développement durable dans le monde.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

De 2009 à 2012, l'organisation a mené les activités suivantes pour contribuer aux activités des Nations Unies :

a) Elle a réuni des organisations de la société civile et des forces sociales pour promouvoir une vaste participation du public en Chine à la protection de l'environnement aux fins du développement durable;

b) Elle a plaidé en faveur du contrôle et de la sauvegarde sociales des droits environnementaux du public;

c) Elle a aidé le Gouvernement à atteindre les objectifs nationaux en matière d'environnement et à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement;

d) Elle a contribué à la protection de l'environnement mondial et au développement durable grâce aux échanges et à la coopération avec des organisations de la société civile dans d'autres pays, des institutions des Nations Unies, d'autres organisations internationales et d'autres gouvernements.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

2009 : l'organisation a participé en qualité de représentant à la dixième session du Forum mondial de la société civile organisé par le PNUE et en qualité d'observateur à la vingt-cinquième session du Conseil d'administration et Forum ministériel mondial sur l'environnement du PNUE à Nairobi.

2010 : l'organisation a participé en qualité de représentant à la onzième session du Forum mondial des grands groupes et des parties prenantes organisé par le PNUE du 14 au 20 février et en qualité d'observateur à la onzième session du Forum mondial de la société civile et du Forum ministériel mondial pour l'environnement, tenue à Bali (Indonésie), du 21 au 26 février 2010; des représentants de l'organisation ont participé à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques et organisé une manifestation parallèle à Cancun (Mexique), 29 novembre au 11 décembre.

2012 : Des représentants de l'organisation ont participé à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable et à ses manifestations parallèles : Rio de Janeiro, 20 au 22 juin 2012.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

2009-2010 : L'organisation a réalisé avec succès deux projets, en coopération avec le PNUE et au titre du programme qu'il a présenté au Forum Asie-Pacifique sur l'environnement et le développement, qui ont assuré une formation à des avocats travaillant en tant que défenseurs de l'intérêt public en matière d'environnement dans le cadre de 7 ateliers et défendu les droits environnementaux de ceux qui avaient été victimes de la pollution causée par la centrale électrique de Douhe dans le village de Ganyugou, à Tangshan (Chine).

2010-2011 : En coopération avec le PNUD et avec le soutien du Fonds pour l'environnement mondial, l'organisation a réalisé avec succès le Demonstration Project on Household Less Power Consumption and Energy Saving to Reduce Carbon Emission in Beijing (projet de démonstration sur les moyens de réduire la

consommation d'énergie et d'économiser l'énergie afin de diminuer les émissions de dioxyde de carbone à Beijing), au titre du Programme de microfinancement du FEM.

2011-2012 : En coopération avec le PNUD et avec le soutien du Fonds des Nations Unies pour la démocratie, l'organisation a réussi à réaliser un projet de financement intitulé « Protect the Environmental Rights and Justice of the Public » (protection des droits et de la justice pour tous en matière d'environnement).

2009-2012 : En coopération avec le PNUD et le PNUE, l'organisation a tenu quatre sessions du Forum Asie-Pacifique sur l'environnement et le développement, contribuant ainsi à la réalisation du développement durable en Chine et à la réalisation des objectifs des Nations Unies dans le monde en général. Le 21 février 2013, à son siège à Beijing, l'organisation s'est réunie avec le Vice-Secrétaire général et le Coordonnateur résident du PNUD en Chine pour échanger des vues au sujet du rôle des ONG environnementales dans la sauvegarde des droits environnementaux du public et sur la manière d'accroître la coopération entre les entités du système des Nations Unies, le Gouvernement et les ONG dans ce domaine.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

De 2009 à 2012, l'organisation a mené des activités pour contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier l'objectif 7 concernant la viabilité du point de vue écologique, dont voici quelques exemples :

a) Elle a organisé avec succès quatre sessions de la réunion annuelle des organisations écologiques de la société civile chinoise sur le développement durable, avec la participation de 450 organisations venant de Chine et de l'étranger;

b) Le 22 avril de chaque année, elle a organisé une manifestation pour célébrer la Journée de la Terre en abordant notamment les thèmes de la protection de l'environnement et du développement durable;

c) Le 5 juin de chaque année, elle a organisé une campagne de sensibilisation du public à la protection de l'environnement. Elle a organisé également quatre sessions de l'exposition internationale chinoise sur les succès réalisés dans l'édification d'une société respectueuse de l'environnement. Elle a apporté une aide juridique à des milliers de victimes de la pollution dans diverses villes et provinces de Chine, et leurs droits environnementaux ont été protégés;

d) En novembre 2012, l'Institut suédois pour la recherche environnementale (IVL), All-China Environment Federation et deux autres organisations établies dans la province de Guizhou ont lancé un projet intitulé « Improving access to environmental justice to protect people's environmental rights in Guizhou province » (améliorer l'accès à la justice écologique pour protéger les droits environnementaux des habitants de la province de Guizhou), au titre du EU-China Environmental Governance Programme, qui est financé par la Commission européenne.